

L'antisémitisme et ses avatars

Boutros Hallaq

Universitaire, Paris

« *Je meurs antisémite, respectueux des Juifs sionistes.* »

Dricu La Rochelle

Longtemps on a cherché à faire croire que toute opposition à la politique israélienne, et *a fortiori* tout antisionisme, était entaché d'antisémitisme. Formulée à l'encontre des Palestiniens, du monde arabe et des sympathisants de la cause palestinienne en Occident, cette accusation touchait même des personnalités juives de premier plan, tel feu le chancelier Kreisky qui avait l'outrecuidance de critiquer ouvertement la politique israélienne. Cette tactique aveugle s'est récemment estompée sous l'effet de plusieurs facteurs dont je retiens les deux plus importants : le constat qu'une telle approche, dénuée de tout fondement réel, était contreproductive puisqu'elle créait artificiellement des antisémites, et l'action des « nouveaux historiens » israéliens qui, désacralisant le sionisme et parlant de post-sionisme, ouvraient un espace, au sein du sionisme lui-même, entre le pro-sionisme et l'antisémitisme.

Cela ne doit pourtant pas occulter une réalité indéniable : des antisémites ont souvent cherché à tirer la lutte pour la justice en Palestine vers leurs propres thèses et même à l'instrumentaliser. Toute personne ayant charge d'animation d'association ou de groupe œuvrant pour cette cause a reçu, un jour ou l'autre, des propositions de services ou des suggestions d'action non seulement étrangères à cette cause, mais, bien plus, la défigurant. Je peux personnellement en témoigner : il s'agissait, en l'occurrence, de révisionnistes ou de négationnistes qui voulaient nous faire croire que nous menions le même combat. La seule réponse à un tel appel était, bien sûr, de l'ignorer. De même, une bonne partie des actes commis contre les symboles juifs en France, après la provocation de Sharon sur l'esplanade des Mosquées – menée avec la complicité objective de Barak – et la violente répression contre les civils palestiniens, est, très probablement, le fait de groupes antisémites mettant à profit le mouvement d'opposition à la politique israélienne pour créer l'amalgame.

Cependant, une autre partie de ces actes est imputable à des sympathisants de certains mouvements islamistes. Partant d'une vision essentialiste, et faisant une lecture immédiate et partielle de textes sacrés (relatifs à certaines péripéties politiques entre le prophète Mahomet et les tribus juives de l'Arabie d'alors), ils voient dans tout juif un sioniste et dans tout Israélien un juif ennemi. Leur vision religieuse primaire les conduit à confondre

le politique, l'éthnique et le religieux. Cette attitude raciste doit être condamnée avec la plus grande vigueur. D'ailleurs, dans son discours comme dans sa pratique, le mouvement national palestinien a toujours agi dans ce sens, nonobstant quelques débordements d'extrémistes. On conviendra que, lors de la guerre libanaise, la résistance palestinienne a longtemps protégé le quartier juif de Beyrouth et que les autorités arabes ont toujours défendu leurs ressortissants juifs, que ce soit au Maroc (Mohammed V), en Tunisie (Bourguiba) ou ailleurs. Personne ne pourra contester que c'est dans le monde arabe que les juifs chassés d'Espagne ou d'ailleurs ont trouvé refuge tout au long de l'histoire. Et nous sommes très nombreux, dans le monde arabe, à regretter amèrement l'anéantissement presque total des communautés juives arabes, fait qui ampute nos sociétés d'une dimension essentielle de leur histoire et de leur pluralisme. La dernière communauté à avoir subi ce sort est la communauté syrienne dont le départ exigé par le Congrès juif mondial et le gouvernement américain a été malheureusement accepté par les autorités syriennes.

Ce phénomène raciste n'est pas l'apanage d'un camp : il a son répondant au plus haut niveau dans les milieux dirigeants et dans les institutions israéliens. Le président Carter, peu suspect de sympathie pro-arabe, rapporte le mépris affiché par Begin à l'égard des Palestiniens qu'il tient pour des « sous-hommes ». Les déclarations tonitruantes du grand rabbin Youssef assimilant les « arabes à des bêtes » et révélant que « Dieu avait regretté après coup de les avoir créés » sont encore présentes dans les esprits. Israël Shahak, qui a dénoncé un racisme parfois légitimé par les institutions étatiques, relève à quel point l'enseignement biblique traditionnel joue, auprès des enfants israéliens, un rôle décisif dans la formation d'une image extrêmement négative du Palestinien, identifié au Philistin dont l'élimination ferait partie du plan divin. Toujours la même lecture immédiate et politique des textes religieux, qui ne peut que les dénaturer. Il faut s'y opposer quelle que soit son origine.

Si l'antisionisme peut attirer des antisémites ou susciter des attitudes de nature antisémite, le prosionisme y mène aussi par des voies parfois très détournées. La voie la plus directe et la plus brutale est celle signifiée par la phrase d'un antisémite notoire mise en exergue à ce texte. Quelle que soit la modulation sémantique que le contexte donne à cet énoncé, extrapolé ici, il indique clairement que prosionisme et antisémitisme peuvent parfaitement s'accorder : étant autre, le juif n'est respectable que s'il est ailleurs. On aura noté, à cet égard, que l'extrême droite française ne s'attaque que très rarement à Israël ; et lorsqu'il lui arrive de le faire, ce sont les juifs de France qui sont visés, par Israéliens interposés.

Comment ne pas être, d'autre part, interpellé, voire révolté, par une attitude, couramment admise, qui consiste à considérer que seul le juif sioniste représente la plénitude de la judéité et qu'il est seule habilité, par conséquent, à parler réellement en tant que juif ? Le rapprochement avec la position franchement antisémite relevée plus haut est tout à fait troublant : c'est encore le juif d'ailleurs qui est le vrai partenaire. Il s'agit d'une approche, aux conséquences gravissimes, qui réduit l'extraordinaire richesse de la judéité aux plans religieux, culturel et historique à une idéologie politique. Ainsi en est-

il de l'attitude qui a prévalu depuis le début de cette nouvelle Intifada dans les médias et certains cercles dirigeants : affirmer que « la communauté juive fait bloc derrière Israël », ou accepter comme allant de soi l'appel du Crif à « l'identification avec Israël », alors que la réalité de la communauté juive est beaucoup plus complexe du point de vue politique et idéologique. La réponse percutante à cette attitude est venue de personnalités et d'associations juives, qui ont fait prévaloir les idéaux de citoyenneté et de justice contre les liens organiques du clan : ils s'affirment comme pleinement juifs d'ici, ayant droit à une reconnaissance totale, et refusent d'être réduits à une dimension politique – le juif sioniste – représenté par là-bas. Cette réponse vient, à point nommé, démasquer une perversion de l'esprit, même si elle n'a probablement pas modifié fondamentalement la donne. Je peux témoigner que cette reconnaissance exigée par les personnalités et associations juives a été, pendant de très longues années, impossible à obtenir des hautes instances des institutions chrétiennes. Elles refusaient de recevoir des personnalités juives amies, avec lesquelles nous travaillions pour la cause de la paix : du moment qu'elles n'épousaient pas, d'une façon ou d'une autre, la cause du sionisme, quelque doute planait sur leur judéité. Il faut, à cet égard, rendre hommage à l'œuvre initiée par le père Pierre Toulat dans le cadre de « Justice et Paix » pour faire évoluer les mentalités.

Une autre forme de cette attitude réductionniste est apparue ces deux dernières décennies, au niveau historique : il n'y aurait de judaïsme dans le plein sens du terme que dans un Etat juif en Palestine. Il ne s'agit pas de présence juive – celle-ci fut pratiquement continue, dans cette région, sous forme de communauté plus ou moins importante – mais de présence politique. Non seulement, la Palestine est Eretz Israël – puisque la Bible le dit ! – mais de plus le judaïsme ne trouve son accomplissement que grâce à un Etat sur ces lieux. L'épiscopat français a admis cela, il y a une dizaine d'années, en parlant de la « centralité » de la Palestine pour le judaïsme. Et comme pour montrer que l'affirmation était politique et non point d'ordre historique, symbolique ou affective (ce qui aurait relevé de l'évidence), le terme de Palestine fut supprimé du catéchisme national et parfois remplacé par celui d'Israël ; et ce terme qui brûlait les lèvres de l'épiscopat ne fut prononcé par lui qu'après Oslo, et bien timidement ; il s'interdit toujours de dire, sans détour, une parole de justice, comme l'épiscopat américain a su le faire face aux événements qui se déroulent depuis la fin septembre de cette année. Outre l'exclusive qu'elle jette face aux non-juifs, cette réduction surprenante prend l'allure d'une mise en question du judaïsme pendant les deux mille ans de son absence politique de Palestine. N'était-il donc qu'un simulacre de judaïsme ?

Ce réductionnisme à double détente, qui fait du sioniste le prototype du juif, trouve souvent son origine dans de bonnes intentions (éviter que la bête immonde ne renaisse) et peut-être aussi dans une culpabilité par rapport à l'Holocauste qui inhibe toute réflexion en profondeur. N'empêche qu'elle aboutit, dans les faits, à une mise à distance du juif – troublant atavisme – dont la première victime, avec le Palestinien, est le juif lui-même. Et nous savons tous combien de très nombreux juifs en souffrent, comme en témoignent, parmi d'autres, les écrits d'un Edmond el-Maleh.

Plus grave que le réductionnisme : nous observons une attitude persistante qui consiste à placer les comportements du juif, une fois réduit au sioniste, dans le champ du hors-norme, où aucune loi ou valeur universelles ne peuvent s'appliquer réellement. Passe encore que l'on invoque, non sans quelque condescendance, les traumatismes du passé pour ne pas porter de jugement sur des comportements répréhensibles, comme ce fut le cas, entre autres, vis-à-vis de Begin : la non-application du versant palestinien des premiers accords de Camp David (1977), l'annexion de Jérusalem-Est et du Golan, l'invasion du Liban avec toutes les atrocités qui en découlèrent... tout cela fut justifié par les traumatismes subis par Begin comme par beaucoup de juifs israéliens. Mais le fait que systématiquement on dédouane Israël de crimes réels (le massacre de Cana, au sud du Liban, en 1996), qu'on justifie son refus d'appliquer les résolutions des Nations unies (résolution 242 en tête) et même de tenir ses engagements (d'Oslo à Charm el-Cheikh II), qu'on considère toujours ses actions militaires comme des ripostes à des actes terroristes (même s'il s'agit d'actions menées contre des soldats occupants) et jamais comme des agressions, ou qu'on admette le système ségrégationniste imposé à ses citoyens arabes (le discours de Mitterrand, glorifiant à la Knesset en 1982 les réalisations israéliennes, les a purement occultés, comme des Peaux-Rouges)... tout cela crée le sentiment qu'on accorde à Israël un statut singulier qui le place au-dessus des lois.

Ce statut singulier intériorisé amène certains jusqu'à édulcorer, parfois, leurs propres valeurs, civiles ou religieuses, lorsqu'elles s'opposent à celles du sionisme. C'est le cas lorsqu'on laisse bafouer les valeurs de la République en admettant qu'un organisme religieux, le Consistoire en l'occurrence, se lance dans une politique communautaire, au risque de créer une situation communautariste néfaste. C'est également le cas lorsque, dans un élan judéo-chrétien incontrôlé, on rejette les pensées de Paul de Tarse ou de Jean l'Évangéliste comme purement et simplement antisémites. A l'anachronisme s'ajoute l'autonégation. Face au sionisme, on a forcément tort.

On connaît les raisons d'un tel phénomène, tant aux plans politique (attitude électoraliste des politiques) que psychologique (la culpabilisation consécutive à l'Holocauste) ; mais quelle qu'en soit la raison, cela ne peut qu'aboutir à une mise à distance du juif réduit à sa dimension de sioniste, qu'à insister sur son altérité absolue. Le racisme est-il autre chose ?

Il est vrai que la doxa sioniste depuis qu'elle a imposé la singularité absolue de l'Holocauste (les Tziganes, décimés à 82 % et de la même manière, sont occultés) et qu'elle a instauré « la Shoah comme religion » (selon l'expression d'Esther Benbassa dans son admirable article paru dans *Libération* du 11 septembre 2000) encourage un tel phénomène. Son expression paroxystique est énoncée par Elie Wiesel (Prix Nobel de la paix, pourtant) en ces termes : « *on ne peut juger un juif qu'en fonction de l'idée qu'il se fait de ses actes* », ou lorsqu'il considère que « *les enfants palestiniens [de la première Intifada] sont des criminels, parce qu'ils obligent les soldats israéliens à les tuer* ». Mais la responsabilité du sionisme, qui a fait beaucoup de dégâts, parmi la jeunesse juive notamment (recherche de la ghettoïsation), ne dédouane nullement ceux qui le suivent sur ce terrain, catastrophique pour tous.

Sortir de cette maladie qui déshonore l'humanité qu'est l'antisémitisme ne s'accommode pas de la simple lutte contre ses manifestations les plus évidentes ; cela implique une révolution en profondeur qui doit amener tout un chacun à considérer le juif comme un homme à part entière, ni un sous-homme ni un surhomme intouchable, un homme différent, certes – nous sommes tous différents – mais pas autre ; à l'englober dans l'universalité humaine, notre bien commun le plus appréciable, avec ce que cela exige de droit mais aussi de contrainte et de respect des valeurs universelles. Le soustraire à la condition commune, c'est déjà l'exclure et le désigner comme cible.

Pour ce qui concerne le sionisme, les Palestiniens, et les Arabes avec eux, en reconnaissant le fait israélien, sont en train – je l'espère – de réussir « à résoudre pour l'Occident un problème aux dimensions mondiales qu'est le problème juif [...] en accueillant, à l'exclusion de tout occupant, les refusés et méprisés, pour refaire avec eux un monde nouveau », selon l'expression de feu Youakim Moubarac, qui précise que « ce faisant, le monde arabe n'aura réussi qu'une répétition » de ce qu'il a fait dans l'histoire en « accueillant le juif rejeté par la cité chrétienne d'Occident ». Encore faut-il que la cité occidentale, en respectant ses propres valeurs, sorte de son inhibition et de son antisémitisme latent pour imposer le droit du peuple palestinien dont le fondement est reconnu par toutes les chartes internationales. Mais aussi en exigeant du sionisme qu'il évolue pour dépasser les frontières de l'ethnie et du religieux afin de créer, en Israël même, « un Etat pour tous ses citoyens et non pour les seuls Juifs », d'après l'expression de l'admirable Yeshayahu Leibowitz, promoteur du camp de la paix en Israël, malheureusement bien oublié. Il lui faudrait réinventer le geste prophétique de l'abbé Pierre qui, en visite à Gaza, demandait pardon aux Palestiniens pour la tragédie que l'Europe leur a infligée par sionisme interposé (est-ce pour cela aussi qu'on a voulu le frapper d'ignominie ?) ; il faudrait aussi exiger d'Israël qu'il fasse de même en admettant sa responsabilité dans les malheurs des Palestiniens et en reconnaissant la Palestine comme partenaire à égalité, ce que certaines voix israéliennes osent déjà évoquer. Sortir de l'antisémitisme, c'est aussi sortir d'un certain sionisme et, à coup sûr, d'un prosionisme primaire et pathologique.

—B. H.